

## **A1 : Motion de renvoi du papier de position « Pourquoi l'UDC met en danger notre liberté et notre démocratie »**

*Proposition à l'attention de l'assemblée des délégué-es de la JS Suisse du 24 septembre 2023 à Uster*

Signataires : JUSO Kanton St.Gallen, JUSO Stadt Bern, JUSO Kanton Zürich, Mario Huber (JUSO Zug), Elisa Moret (JSVR), Meli Del Fabro (JUSO AG), Levin Freudenthaler (JUSO Zug)

### **Renvoi du papier de position « Pourquoi l'UDC met en danger notre liberté et notre démocratie »**

**Motif :** *L'antifascisme est un devoir. Nous ne partageons pas l'approche bourgeoise de l'antifascisme qui transparaît dans ce papier de position, et avec cette motion de renvoi, nous voulons donc poser la question suivante : Voulons-nous un antifascisme bourgeois ou un antifascisme révolutionnaire ?*

*Voici nos principaux axes de critique :*

*La force des papiers de position de la JS réside dans leur analyse matérialiste et intersectionnelle des contextes sociaux. La première, en particulier, est globalement absente du papier, qui se concentre sur la montée de l'UDC mais laisse de côté des points centraux. Par exemple, il n'explique pas pourquoi une partie de la classe ouvrière se tourne vers des positions d'extrême droite, bien que cela ait déjà été exposé de manière approfondie à de nombreuses reprises. Cette analyse est pourtant fondamentale pour comprendre la normalisation des positions de l'UDC ainsi que sa proximité avec les partis « bourgeois ». Le PLR, par exemple, a tout intérêt à ce que l'UDC soit forte, d'une part pour obtenir des majorités parlementaires et d'autre part parce que l'extrême droite ne représente pas un danger pour le capitalisme et les autres systèmes d'oppression — elle les renforce même. Le PLR n'aura donc jamais intérêt à une alliance antifasciste sérieuse, bien au contraire. Les partis dits du centre et les médias bourgeois, qui sont clairement favorables au maintien du statu quo capitaliste, relativisent et normalisent l'UDC en la qualifiant de « parti-pôle », comme le PS, et tentent ainsi de proclamer une forme d'égalité des radicalités entre des deux partis. Ces aspects sont également négligés dans ce document, qui part plutôt d'exceptions naïves : en effet, les partis bourgeois ont historiquement joué un rôle décisif dans l'arrivée au pouvoir des gouvernements fascistes, et il serait naïf de croire que cela va changer. Celles et ceux qui sont proposé-es comme partenaires dans le document soutiennent le statu quo et son oppression systémique qui offrent à l'extrême droite, surtout en période de crise comme aujourd'hui, une base pour atteindre ses objectifs par les discours haineux et la discrimination. Comme le suggère le point 6.2, « la gauche doit aller au-delà de ses ambitions actuelles, le simple maintien de son statut ne suffit pas. ». Se tourner à cet effet vers les bourgeois-es plutôt que de renforcer un mouvement de gauche conséquent et antifasciste est fondamentalement en contradiction avec cette ambition.*

*De plus, on remarque que le mot « racisme » apparaît deux fois dans l'ensemble du papier de position, dont une fois dans le nom d'un poste officiel. Il n'est pas possible que la Jeunesse socialiste, en tant que parti à vocation antiraciste, n'aborde cet élément clé de la politique de l'UDC que de manière aussi superficielle dans un tel*

*document. Par ailleurs, il y a là un autre lien central avec le PLR, dont la politique migratoire est aussi très clairement raciste, bien que de manière moins ouverte et frappante. Attendre du PLR qu'il mène une politique plus humaine en la matière montre l'erreur de cette analyse, à savoir que les partis bourgeois ne feraient qu'aligner stratégiquement leurs positions sur celles de l'UDC. Or, c'est le contraire : les partis bourgeois sont pour le moins proches des valeurs de l'UDC, quand ils ne les partagent pas entièrement dans de nombreux cas.*

*Nous considérons que la bonne stratégie pour la JS dans la lutte contre l'extrême droite consiste plutôt à prendre clairement position. Nous devons nommer de manière conséquente les discours d'extrême droite de l'UDC et ses revendications et les montrer au grand public. Il nous faut une stratégie de gauche intersectionnelle et coordonnée, aussi bien contre l'extrémisme de droite que contre son noyau, le capitalisme et les systèmes d'oppression qui en découlent. Cela n'est cependant possible que si la gauche est vue comme une alternative possible au statu quo plutôt que de laisser cette place à l'UDC qui, en réalité, le préservera. Par ailleurs, nous devons demander des comptes aux bourgeois·es pour leur complicité avec l'UDC et leur propre politique antisociale. C'est pourquoi la solution ne peut être qu'un mouvement antifasciste de gauche fort qui s'appuie l'expérience et le travail des antifascistes extraparlimentaires, car ce sont elles et eux qui portent actuellement la lutte antifasciste.*

*Pour ces raisons et d'autres encore, nous souhaitons renvoyer le document au CD pour qu'il le retravaille. Seuls des retours nombreux et détaillés sur l'ensemble des chapitres pourront nous permettre d'aboutir à une position cohérente dans le document ; or, cela demande tout d'abord énormément de temps et dépasse le cadre d'une séance de préparation à une assemblée. Par ailleurs, ce ne sont pas seulement certains paragraphes qui ne correspondent pas à notre vision ; nous sommes en désaccord avec la position de base. Pour lui développer un meilleur fil conducteur, le document doit être retravaillé dans son ensemble. La motion de renvoi permet de discuter de la position fondamentale antifasciste de la JS et de construire une nouvelle version du document sur cette base. Un tel retour à une discussion de fond permet d'éviter que le document ne risque de finir par se contredire lui-même au fil des nombreuses propositions.*

*Nous en revenons donc à la question initiale : voulons-nous seulement endiguer le fascisme ou le détruire à la racine ? La réponse à cette question devrait être claire — du moins pour une JS conséquente !*

Position du comité directeur : refuser.

Le comité directeur estime que les critiques présentées, bien que parfois légitimes, ne suffisent pas à justifier une motion de renvoi. Différentes propositions ont montré que les critiques à l'origine de la motion de renvoi peuvent tout à fait être adressées par des adaptations du document existant. Les analyses qui ne sont pas partagées ou mal comprises par une partie du parti peuvent donc être discutées sans problème à travers une contre-proposition. Nous considérons qu'une telle discussion sur le sujet serait constructive, mais un renvoi ne permet pas de garantir ces discussions. Afin de susciter une discussion constructive, nous répondons volontiers par écrit aux différentes critiques formulées dans la proposition :

**« Le document présente une analyse trop simple »**

Le document en question est un papier de position. Ce format sert en premier lieu à la JS à partager des positions et des analyses avec le grand public. Nous avons volontairement essayé de ne pas aborder trop de thèmes différents et d'analyses détaillées du fascisme dans le document pour qu'il reste bien compréhensible et accessible au grand public — c'est précisément quelque chose qui avait été demandé, à juste titre, lors d'assemblées passées. Le CD considère que les divers points sont éclairés avec une profondeur raisonnable, même s'il reste par ailleurs toujours possible de plonger plus en détail dans certains sous-thèmes ou raisonnements plus complexes à travers une résolution ou dans des programmes de formation, notamment au vu des développements actuels.

### **« La CD souhaite s'allier avec l'ennemi de classe »**

Différencier du reste la confrontation avec l'extrême droite et le fascisme n'est pas une approche « naïve » juste parce que l'on exige des électrices·eurs bourgeois·es qu'ils et elles ne deviennent pas des fascistes et qu'ils se distinguent de celles et ceux-ci — au contraire : il est urgent que la partie de la classe ouvrière qui vote aujourd'hui pour des partis concrètement opposés à ses intérêts s'oppose aux tendances fascistes. Par ailleurs, certains points du document peuvent être mal compris : avec la proposition modifiée du CD sur l'amendement PDE-340, il devrait être clair que nous ne voulons bien sûr pas conclure une alliance organisée avec le PLR & cie mais avec d'autres partis, mouvements et syndicats de gauche et avec des actrices·eurs de la société civile.

Le CD connaît bien sûr les événements historiques du siècle dernier et sait donc qui ont historiquement fait office de marchepieds du fascisme. Cependant, l'analyse selon laquelle la majorité de la société (et c'est d'elle qu'il est question dans les passages concernés, pas du capital) basculera inévitablement vers le fascisme rendrait notre travail absurde, du moins dans ce domaine. Il convient par ailleurs de préciser ici que ce papier de position n'a pas non plus pour but de traiter de différents fascismes mais d'essayer d'expliquer, au moins en partie, la montée et le succès de l'UDC.

### **« Le racisme n'est pas assez abordé »**

En effet, le document n'aborde pas suffisamment en détail le racisme de l'UDC. Un complément sous forme de proposition aurait donc été le bienvenu. Pour le reste, nous renvoyons au document de position sur l'antiracisme (2023) qui traite de manière plus détaillée de l'UDC, ses initiatives et ses campagnes.

### **« Il est trop difficile de déposer des amendements conséquents »**

En effet, nous ne savons que trop bien que la révision d'un papier demande un certain travail. Cependant, les sections ont eu deux semaines et six jours entre la mise en ligne du document et le délai de dépôt des amendements (deux jours supplémentaires après la prolongation du délai). Le CD est conscient que de très nombreuses ressources sont engagées pour les EF et l'IPA. Dans certaines sections où ce sont les mêmes personnes qui portent les deux grands projets et qui auraient encore à rédiger des amendements, il y a nettement moins de disponibilité en ce moment. Mais il y a au sein du parti suffisamment de têtes pensantes capables de rédiger des amendements, comme l'illustre par exemple l'amendement PDE-340. En revanche, il faudrait encore plus de temps pour élaborer un tout nouveau document, ce qui est de facto souhaité par le CD en cas de renvoi. Seulement, ce document serait alors à nouveau rédigé par le CD et serait à nouveau susceptible d'être renvoyé. Le CD ne souhaite pas dicter les mots d'ordre : c'est précisément pour cette raison que nous comptons sur la collaboration des sections dans le cadre des assemblées des délégué·es et des assemblées annuelles. Nous regrettons

profondément qu'un renvoi empêche ce processus commun car, contrairement à ce que suggèrent les soutiens de l'amendement, un renvoi ne crée justement pas de discussion sur les positions et les questions concrètes spécifiques à un thème. Il empêche toutes celles et ceux qui ont travaillé à déposer des propositions concrètes de recevoir un retour.

Nous ne souhaitons ni et ne pouvons reporter cette discussion. Les élections fédérales auront lieu dans un mois et, selon les derniers sondages, l'UDC pourrait y progresser de 2 %. Si nous voulons éviter cela, nous devons placer MAINTENANT notre propos sur la dangerosité de ce parti dans le discours public, et c'est précisément ce que nous souhaitons faire avec ce document. Après le 22 octobre, le mal sera fait. Nous voulons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour limiter ces dégâts au maximum. Quatre ans, c'est long. Le comité directeur vous recommande vivement de rejeter cette motion de renvoi.